

# Office des Céréales – Fonds de roulement

Lieu :	Tunisie
Identifiant du Projet :	53812
Branche d'activité :	Agro-industries
Public/privé :	Public
Date de décision sur l'approbation :	20 juillet 2022
Statut :	<b>En phase exploratoire</b>
Date de publication du document de synthèse du Projet en langue anglaise :	19 mai 2022

## Description du Projet

Octroi d'un prêt souverain d'un montant maximal de 150 millions d'euros (le « Prêt ») à l'Office des Céréales (« ODC » ou la « Société »). L'ODC est un organisme public tunisien chargé de la passation de marchés nationaux et internationaux, du stockage, de la vente et de la distribution du blé dur, du blé tendre et de l'orge en Tunisie. Le Prêt financera les besoins en fonds de roulement de l'ODC en rapport avec ses achats internationaux de céréales.

## Objectifs du Projet

Compte tenu de la guerre en cours en Ukraine et des perturbations qu'elle provoque dans l'approvisionnement international en céréales, et sachant que les prix n'ont jamais été aussi élevés, la Banque a pour objectif de soutenir le gouvernement tunisien en proposant un prêt permettant d'assurer la disponibilité de liquidités pour les achats de céréales à l'international réalisés par l'ODC, et de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire du pays. Parallèlement, la Banque cherchera aussi à mobiliser une coopération technique (« CT ») pour i) soutenir l'ODC afin de renforcer l'efficacité de ses opérations et de favoriser l'adoption des meilleures normes commerciales et de gouvernance ; et ii) réaliser une étude sur la chaîne de valeur céréalière tunisienne et formuler des recommandations pour remédier aux faiblesses structurelles dans la filière céréalière en Tunisie.

## Impact sur la transition

L'impact du Projet sur la transition devrait résulter de sa contribution aux qualités de résilience et de bonne gouvernance. En proposant une réponse sous forme de liquidités, le Projet soutient la sécurité alimentaire en Tunisie par un renforcement de la résilience de l'ODC lors de l'achat à l'international et l'importation de denrées agricoles essentielles. En proposant des activités de coopération technique et de conseil sur les politiques à mettre en œuvre, le Projet aura également pour but a) d'augmenter l'efficacité des opérations logistiques d'importation de céréales de l'ODC en cherchant des moyens de réduire les pertes dues au stockage et à la manutention des céréales, et b) de réaliser une étude de la chaîne de valeur céréalière tunisienne et de formuler des recommandations pour remédier aux faiblesses structurelles de la filière céréalière en Tunisie.

Avec l'appui envisagé sous forme de coopération technique, le Projet vise en outre à promouvoir auprès de l'ODC de meilleures normes commerciales, entraînant à plus long terme la transformation de l'entité en une entreprise plus commerciale, dont la gouvernance et la gestion, ainsi que les systèmes de contrôle de la qualité, seront améliorés.

## Le Client

### OFFICE DES CÉRÉALES

L'Office des Céréales est un organisme public tunisien chargé de la passation de marchés nationaux et internationaux, du stockage, de la vente et de la distribution du blé dur, du blé tendre et de l'orge en Tunisie.

## Financement de la BERD

150 000 000 euros

## Coût total du Projet

150 000 000 euros

## Additionnalité

La BERD est additionnelle dans la mesure où elle peut fournir à l'ODC en temps opportun des liquidités difficilement disponibles sur le marché tunisien. À l'aide de la coopération technique et des conseils proposés sur les politiques à mettre en œuvre, le gouvernement cherchera aussi à tirer parti des compétences de la BERD pour instaurer des normes de gouvernance plus exigeantes concernant l'ODC, et améliorer l'efficacité de la chaîne de valeur céréalière tunisienne ainsi que la sécurité alimentaire du pays.

## Synthèse environnementale et sociale

Sur la base d'une évaluation initiale réalisée en 2017 dans le cadre d'un projet potentiel antérieur avec l'ODC (à mettre à jour dans le contexte du projet actuel), les conclusions sont les suivantes :

Catégorie B (PES 2014). L'achat de céréales est associé à des risques environnementaux et sociaux spécifiques au site, qui peuvent être gérés et atténués par la mise en œuvre d'un plan d'action ciblé. Les vérifications préalables environnementales et sociales au titre de l'obligation de diligence, seront actualisées et réalisées. Elles comporteront entre autres des réunions avec les départements pertinents de l'Office des Céréales (ODC) et des visites dans les sites concernés de l'ODC.

Les conclusions initiales montrent que la Société respecte les procédures d'autorisations environnementales et a en place un ensemble fragmentaire de mesures de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité, et sociales (ESSS) à la fois au niveau central et au niveau des sites.

Les accidents et les incidents sont signalés de manière régulière, et des actions correctrices sont identifiées. Il faudra cependant formaliser et améliorer le système, et aussi développer les ressources dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la sécurité conformément aux exigences de la BERD. La Société est dans l'ensemble en conformité avec l'Exigence de performance (EP) 2 de la BERD, et a en place un ensemble de politiques et procédures, ainsi qu'un mécanisme opérationnel de plaintes en interne. Un plan d'action environnemental et social sera rédigé et convenu avec la Société pour remédier aux problèmes identifiés lors des vérifications au titre de l'obligation de diligence.

Ce DSP sera actualisé une fois que les vérifications environnementales et sociales au titre de l'obligation de diligence seront terminées, et un résumé non technique ainsi qu'un plan de participation des parties prenantes seront divulgués avant l'approbation du Conseil d'administration.

## Coopération technique et financement sous forme de subventions

Par une coopération technique et des conseils sur les politiques à mettre en œuvre, le Projet vise à réaliser une étude de la chaîne de valeur céréalière tunisienne et à formuler des recommandations pour remédier aux faiblesses structurelles dans la filière céréalière tunisienne. Il vise en outre à promouvoir auprès de l'ODC de meilleures normes commerciales, entraînant une amélioration des opérations logistiques, la transformation de l'entité en une entreprise plus commerciale, dont la gouvernance et la gestion, ainsi que les systèmes de contrôle de la qualité seront améliorés.

## Contact au sein de l'entreprise

Bechir Kthiri  
bechir.kthiri@oc.com.tn  
+216 70 557 300  
+216 70 557 401  
www.oc.com.tn  
30 rue Alain Savary, Tunis 1002, Tunisie

## Dernière mise à jour du DSP en anglais

19 mai 2022

## Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD quant à la mesure de l'impact sur la transition, [cliquer ici](#).

## Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : [projectenquiries@ebrd.com](mailto:projectenquiries@ebrd.com)

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : [procurement@ebrd.com](mailto:procurement@ebrd.com)

## Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

## Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en

particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

## Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique [compliance@ebrd.com](mailto:compliance@ebrd.com). Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

## Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Consulter la page concernant la [Politique d'accès à l'information](#) sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

## Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets (MIRP) de la BERD.

Le MIRP examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice. L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa [Politique environnementale et sociale](#) et les dispositions spécifiques aux Projets de sa [Politique d'accès à l'information](#) ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter la page Internet du [Mécanisme indépendant de responsabilisation dans le cadre des projets](#) pour en apprendre plus sur le MIRP et son mandat, pour connaître les modalités de [dépôt d'un Recours](#), ou pour contacter le MIRP par courriel à l'adresse [ipam@ebrd.com](mailto:ipam@ebrd.com) afin d'obtenir des conseils ou des précisions sur le MIRP et le dépôt d'un recours.